



A PROPOS DE...

La mondialisation

Le problème

Lorsque les dirigeants se rassembleront pour le Sommet de Johannesburg, ils feront face à une situation mondiale à bien des égards très différente, en terme de marchés, de celle de 1992, année du Sommet planète Terre. La mondialisation, qui a été alimentée par les décisions des gouvernements de libéraliser le commerce et les marchés des capitaux, et accompagnée par la privatisation et la dérégulation des activités économiques, ainsi que par le développement rapide des technologies de l'information et de la communication, a radicalement changé le contexte économique mondial.

Les années 90 ont été une époque de prospérité économique pour les pays et les entreprises qui furent en mesure de tirer partie de la mondialisation et de l'extension rapide des technologies de l'information et de la communication. Les Etats-Unis ont bénéficié d'une période d'expansion unique, qui a servi de principal moteur à l'économie mondiale. Le commerce international a fleuri tout au long de la décennie, les exportations mondiales croissant à un rythme moyen de 6,4 % avant d'atteindre 6,3 milliards de dollars en 2000. Même les pays en développement, pris dans leur ensemble, ont connu une période de croissance stable, les produits nationaux bruts annuels étant passés de 2,7 %, dans les années 80, à 4,3 %.

Les avantages de la mondialisation sont évidents : une croissance plus rapide, des niveaux de vie plus élevés et de nouvelles opportunités. Cependant, tous les pays et tous les peuples n'ont pas pu en bénéficier. De nombreux pays manquant des capacités techniques, des infrastructures et des capacités institutionnelles nécessaires se sont vus laissés loin derrière par rapport aux autres. L'Afrique, par exemple, a connu une croissance marginale au cours de la décennie, mais une forte croissance démographique a grignoté les gains réalisés, agrandissant l'écart de niveaux de vie entre l'Afrique et d'autres régions. Au cours de la décennie, l'Afrique, encore plus marginalisée, a vu sa part du commerce mondial continuer de diminuer, passant de 2,7 % en 1990 à 2,1 % en 2000.

Les critiques de l'intégration économique mondiale défendent l'idée que le problème n'est pas seulement que la mondialisation rapporte principalement aux riches mais aussi qu'elle prive davantage les personnes

pauvres des pays en développement, augmente la volatilité et la vulnérabilité des marchés, progresse au détriment des cultures locales et nuit à l'environnement. Suite à plusieurs crises financières, sont nées des préoccupations quant au fait que la mondialisation puisse faire perdre autant qu'elle apporte. Tout d'abord au Mexique, puis en Asie de l'est, le retrait massif des capitaux étrangers a ravagé les économies et forcé des millions de personnes à retomber dans la pauvreté. Si plusieurs de ces économies se sont depuis redressées, les inquiétudes persistent quant au fait que l'engrenage de la mondialisation puisse causer de plus fortes perturbations financières.

Comme jamais auparavant, le monde est aujourd'hui interconnecté — les groupes et les individus interagissent plus et plus directement au-delà des frontières étatiques, souvent sans la participation de l'Etat. Ceci, bien sûr, a ses dangers. La criminalité, le trafic de drogues, le terrorisme, la propagation des maladies et le transfert d'armes, tous se font à un rythme plus rapide et à une échelle plus grande qu'auparavant.

Chiffres clés

- Au cours des années 90, les économies des pays en développement intégrées à l'économie mondiale se sont développées deux fois plus rapidement que celles des pays riches. Les « exclus de la mondialisation » ne se sont développés que deux fois moins vite et ont continué à prendre davantage de retard.
- En moyenne, les pays en développement qui ont beaucoup baissé leurs barrières douanières dans les années 80 ont connu une plus grande croissance économique, dans les années 90, que ceux qui ne l'avaient pas fait.
- Dans les années 90, le taux d'expansion annuel moyen du produit national brut (PNB) des pays en développement a, dans son ensemble, augmenté de 4,3 %.
- Le taux général de pauvreté, calculé à partir d'un seuil de pau-



vreté d'un dollar par jour en termes de revenu, a été ramené de 29 % en 1990 à 23 % en 1998.

- Dans les années 90, le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté a légèrement baissé, de 1,3 à 1,2 milliards.
- Seulement 15 % de la population mondiale, vivant dans les pays à revenu élevé, absorbent 56 % de la consommation totale, tandis que 40 % des plus pauvres, vivant dans les pays à faible revenu, n'absorbent que 11 %.
- Les 10 % des personnes les plus pauvres au monde ne gagnent qu'1,6 % du revenu des 10 % les plus riches, et les 1 % les plus riches gagnent autant que les 57 % les plus pauvres.
- Dans tous les pays, les gouvernements versent des subventions pour des utilisations inefficaces et non viables de l'énergie et des transports, pour un coût de 650 à 1 500 milliards de dollars par an.

Ce qui doit être fait

Dans son rapport sur la mise en œuvre d'Action 21, le Secrétaire général des Nations Unies a suggéré que les participants du Sommet mondial sur le développement durable étudient un certain nombre de propositions destinées à garantir que la mondialisation est gérée de façon à améliorer la croissance économique et le développement dans tous les pays ainsi qu'à répartir plus largement ses bénéfices. Ces recommandations incluent :

- Développer et renforcer, de manière coordonnée, la gestion des politiques macroéconomiques tant au

niveau national qu'international, afin d'être davantage apte à répondre aux problèmes posés par la mondialisation et le développement durable.

- Cesser les subventions qui faussent les échanges commerciaux et améliorer l'accès, aux marchés des pays développés, des produits et des services en provenance des pays en développement, en particulier les produits pour lesquels ces pays ont un avantage concurrentiel, tels que les produits de l'agriculture et les textiles.
- Eliminer toutes les closes d'exception dans les accords qui autorisent les pays les moins développés (LDC) à exporter sans taxes et sans quotas.
- Aider les pays en développement, en particulier les pays les moins développés, dans leurs efforts pour intégrer le système commercial mondial et pour participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales.
- Renforcer l'OMC afin de garantir un cadre institutionnel à un système commercial international qui soit non biaisé, régulé et non discriminatoire.
- Aider les pays en développement à combler le fossé numérique.
- Lors de la réunion de l'OMC à Doha et lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, les pays ont pris des engagements significatifs pour s'attaquer à certains des principaux enjeux posés par la mondialisation. A Johannesburg, il sera essentiel que les gouvernements, de même que les ONG et les entreprises, identifient et suivent des initiatives capitalisant sur les engagements déjà pris.